

L'informatique sauvera-t-elle la démocratie ?

PAR GUY LACROIX *

Est-il raisonnable de rêver d'un supplément de démocratie, d'un réel pouvoir de décision du citoyen ? Il a bien fallu que des hommes rêvent en 1789 pour que la République soit réalité. Or, décider c'est savoir et savoir c'est s'informer. En 1989, le concept même d'information exige de s'interroger sur les technologies qui en assurent le traitement.

LES DÉMOCRATIES sont en crise. Le citoyen subit l'innovation, désorienté par une société de plus en plus instrumentée par des sciences et des techniques en voie d'échapper à tout contrôle. Les démocraties sont pourtant censées reposer sur la participation du citoyen aux grands choix de société. Il est vrai que celle-ci se limite à l'élection de représentants dotés de maigres moyens face à l'activisme technocratique. Pourtant la démocratie semble perfectible : le droit de vote ne fut-il pas masculin et censitaire avant d'être quasi général. Une prise en main "démocratique" et progressive des processus décisionnels pourrait aujourd'hui passer par l'extension des prérogatives de la citoyenneté politique. Le droit d'accéder aux "informations de décision" dans tous les domaines, ainsi que la mise en œuvre de nouvelles procédures d'application et de contrôle des décisions apparaissent comme une nécessité vitale pour l'adaptation des démocraties à un monde de plus en plus complexe.

Peut-on employer la technique, en particulier les technologies du traitement de l'information à accroître le pouvoir de décision de chaque citoyen ? Qu'est-ce que "décider" dans des sociétés comme les nôtres, traversées par de puissants antagonismes et où les institutions, (administrations, entreprises, école, recherche...) produisent des "informations de décision" en cohésion avec des modes d'organisation tendant à exclure le citoyen des processus décisionnels. Pour être un citoyen, il ne suffit pas de disposer de la possibilité formelle d'effectuer un choix, encore faut-il être informé pour décider en toute connaissance de cause. Décision et information forment un couple indissociable.

Mais qu'est-ce au juste que l'information ? Le terme d'"information" relevait, il y a peu, d'une évidence première : il s'agissait de la libre expression des opinions et de la libre circulation des idées. Aussi la réflexion sur le "droit à l'information" concernait-elle essentiellement le livre et la presse, qu'elle soit écrite ou audiovisuelle. Elle ne touchait que très marginalement le fonctionnement des institutions, encore moins les lieux de production, les sciences et les technologies, ou la vie quotidienne. Aujourd'hui, cette notion clé d'information est saisie à la fois par les machines et par les sciences, elle se précise en même temps qu'elle se dilue. Les ordinateurs traitent et mémorisent de l'information, et les scientifiques la débussent partout, de l'atome aux gènes et jusqu'à notre cerveau qui lui aussi, "comme" les ordinateurs, mémorise et manipule de l'information. En fait, avec ce concept, ce qui accède à la scientificité c'est la question des représentations. Comment l'homme et les sociétés se construisent-ils une image du monde et d'eux-mêmes et comment manipulent-ils ce monde à l'aide de ces représentations ? Question qui prend forme concrète avec l'automation, puisque informatiser consiste à manier les choses et les hommes à travers des représentations artificielles : les programmes des ordinateurs.

L'approche informationnelle du contrôle social met en relief une dimension jusque-là peu accessible (conceptuellement) du fonctionnement des pouvoirs : l'activité institutionnelle de représentation et de mémorisation. Les choix portant sur la mise en forme des organisations,

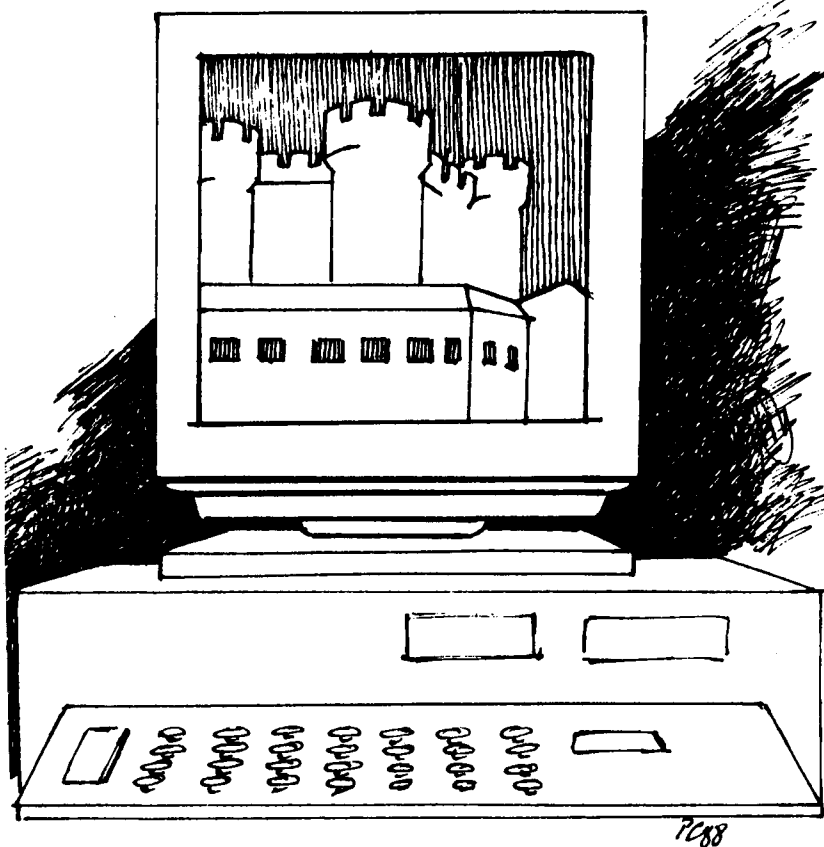
*** Economiste, cybernéticien**

sont alors à considérer comme un mode particulier de mémorisation qui assure aux groupes dominants les conditions de leur propre reproduction, en leur réservant le monopole des décisions de structuration sociale. Cet agencement des circuits informationnels construit et manipule les représentations par la sélection et le filtrage des informations. Il participe également à l'élaboration des identités sociales et à leur complémentarité. Dans les sociétés de classe, "l'information de décision", c'est celle que monopolise le groupe dirigeant et qui permet sa reproduction en maintenant sa séparation et sa liaison avec le reste du corps social. Les processus démocratiques relèvent d'une construction collectivement réglée de "représentations" servant à homogénéiser et à commander la structuration sociale dans des domaines limités.

Prévision, décision, coordination... toutes ces opérations "intellectuelles" sont indispensables pour relier entre elles les différentes opérations exercées sur la matière ou sur d'autres informations et les faire circuler. De ce fait, elles offrent des opportunités de pouvoir pour des individus ou des groupes qui sauront s'en saisir. C'est en représentant et en mémorisant à sa manière l'organisation de l'action, qu'un groupe dirigeant va être en mesure d'inscrire dans celle-ci le soubassement même de sa différenciation et la reproduction de ses privilèges. Soulignons que ces fonctions n'offrent pas en elles-mêmes d'avantages particuliers. Chez les Pygmées, le chef de chasse coordonne l'action sans bénéficier d'aucun privilège. Tandis que le dirigeant capitaliste ou le bureaucrate communiste, tout en satisfaisant son ego, tire des privilèges substantiels de la fonction de décision/coordination. Pour cela, l'organisation de l'action a dû être agencée de manière à instaurer une séparation à son profit entre "commande" et "exécution". Pour un groupe dirigeant, "décider" c'est être en mesure de guider le processus de structuration sociale en éliminant les innovations qui pourraient constituer une menace pour lui.

La "commande globale"

Dans la plupart des cas, un acte complexe repose sur tout un étagement hiérarchisé du traitement de l'information qui obéit à la fois à l'obligation de relier physiquement les aspects locaux de l'action à une coordination située en un lieu déterminé et au fait que, pour être opérationnelle, la "commande globale" doit disposer d'une image synthétique et générale de l'action. En effet, si la "commande globale" disposait en permanence de toutes les informations qui circulent et s'échangent entre tous les éléments des différentes actions parcellaires qu'elle coordonne, elle serait totalement saturée et incapable de tenir son rôle. Ainsi, le fractionnement horizontal de l'action se complémente d'une division verticale qui, du local au global, filtre l'information par niveaux



de généralisation et d'abstraction successifs. La "commande globale" située au sommet de la pyramide du traitement de l'information, peut contrôler le déroulement de l'intégralité du processus parce qu'elle fixe les normes générales et que celles-ci vont être adaptées et précisées en redescendant chaque niveau de la pyramide. Ce type de contrôle, où chaque niveau d'organisation fixe les constantes de régulation du niveau inférieur, nous le rencontrons constamment en biologie. C'est sur ce principe que repose le maintien de la cohérence des organismes. Mais les sociétés, faut-il le rappeler, ne sont pas des organismes. Chaque individu est détenteur d'un cerveau susceptible de structurer de manière autonome son information, de transgresser et d'inventer et d'échapper ainsi au contrôle du pouvoir. Toutefois, cette menace est aussi survie pour l'organisation qu'elle contribue à rendre souple et adaptable et le groupe dirigeant va chercher un équilibre entre rigidité et plasticité afin d'intégrer les changements. Pour la bourgeoisie, il s'est agi principalement d'intégrer à sa propre identité le mouvement des sciences et des techniques.

En effet, on ne peut séparer la révolution démocratique bourgeoise et l'invention de l'individu, de l'explosion des sciences et des techniques. C'est ce lien, qui reste très mal élucidé, que l'informatique et l'automation semblent remettre en question. Dans la société aristocratique, le statut de l'individu dépendait très fortement de sa naissance. L'Eglise y justifiait des inégalités sociales en théorisant une hiérarchie de fonctions censées relever d'un plan divin. Ce

cadre de référence interdisait à la bourgeoisie de prétendre à l'hégémonie politique. Dans sa stratégie de prise du pouvoir, elle va s'attacher à établir sa légitimité sur sa capacité à gérer et à accroître la production des richesses. Si les écrits des Lumières font sans cesse référence aux techniques et aux sciences, c'est autant pour saper l'autorité de l'Eglise que parce qu'à travers l'analyse de la Nature et des machines, la nouvelle classe dominante élabore sa propre identité sur un rapport de maîtrise à cette Nature. Dans la mesure où son pouvoir repose sur la capacité à assumer la transformation continuelle de la production et des savoirs, la bourgeoisie ne peut pas s'enfermer dans une définition rigide d'elle-même. Elle a besoin de se construire une identité sociale qui lui ménage une grande latitude d'adaptation.

La révolution bourgeoise a inventé l'Homme, entité abstraite et universelle qui permet d'ouvrir aux individus un espace d'autonomie en les dissociant de leur origine sociale. Instituer cette abstraction sur un noyau de droits irréductibles et universels, c'est baliser cet espace en offrant à chacun un référentiel identitaire susceptible de s'adapter aux évolutions contextuelles. En se dotant d'une identité "ouverte" la bourgeoisie s'est mise en disposition de conduire les transformations sociales. C'est une classe flexible qui, au nom du progrès, exigera la même faculté d'adaptation des autres catégories sociales qu'elle va entraîner dans son mouvement. L'autre pôle du dispositif est formé par l'institutionnalisation de mécanismes démocratiques qui favorisent l'absorption du changement. Dans la démocratie, les groupes dominants utilisent l'Etat pour fixer, par la négociation, les contraintes globales de coordination et de régulation de leurs actions. Cela tout en conservant localement et sectoriellement une forte autonomie de structuration, chacun dans leur domaine propre. C'est une façon de gérer la vieille dialectique entre stabilité et transformation, en mettant l'accent sur le second terme.

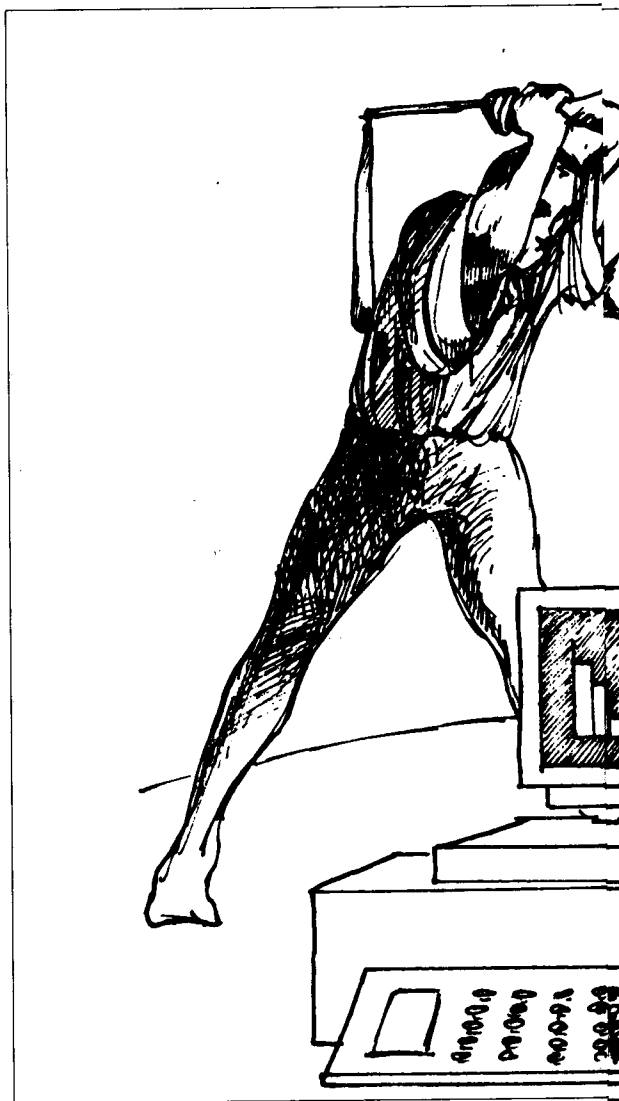
Une industrie de savoir et de pouvoir

De nos jours, la gestion de la complexité technologique et bureaucratique donne de plus en plus d'importance à des procédures susceptibles d'être prises en charge par les machines. Cette situation oblige à redéfinir l'articulation de ce type de traitement réglé de l'informatique avec ce qui dans la décision est de l'ordre de la transaction, du compromis, de la gestion des antagonismes et de la créativité. Toutes choses sur lesquelles reposent la dynamique inventive d'une société, et particulièrement des démocraties. Mais ces régimes démocratiques, qui avec bien des heurts ont évolué, se sont transformés, conservent-ils aujourd'hui assez d'"élasticité" pour absorber l'accélération du changement sans réformes de fond ?

Avec l'informatique émerge la possibilité d'un changement qualitatif dans les méthodes

traditionnelles de contrôle social dont il nous est encore difficile d'appréhender l'ampleur et la forme qu'il pourrait prendre. Difficulté d'autant plus grande que l'informatique ne touche pas que la production mais, avec le génie logiciel et les systèmes experts, s'attaque à ce qui était jusqu'ici l'apanage du sujet humain : la pensée ; une "industrie des savoirs" est en train de naître. Si nous voulons saisir les opportunités que nous offrent les nouvelles technologies, il nous est indispensable de comprendre comment, par la technique et la science, se réaménage la coupure traditionnelle entre dirigeants et exécutants. Aussi allons-nous considérer l'informatique en tant que technologie de pouvoir qui conduit des processus en les représentant.

Avec elle les dirigeants sont en mesure de fixer les choix organisationnels qui reproduisent leurs fonctions en les mémorisant sous forme de logiciels. Ce type de commande établit une plus grande liberté dans la détermination de l'action qui n'est plus confinée à une actualisation précise. Il s'agit d'élaborer un espace potentiel d'organisation à l'intérieur duquel le pouvoir pourra évoluer à son gré de manière à s'adapter aux variations contextuelles. Entre la rigidité et la



souplesse, il peut jouer sur une vaste palette.

Avec les progrès de l'électronique, une partie de la commande même de l'action se trouve soumise à la machine qui en dissèque les différents éléments pour générer de nouveaux procédés de travail intellectuel. Pour ce qui est des travaux de conception et d'élaboration, actuellement deux tendances s'entremêlent. La première porte sur les moyens d'assister le concepteur humain par des informations et des procédés mémorisés dans des banques de données ou des logiciels spécialisés. La seconde consiste à introduire les principes du taylorisme dans le domaine intellectuel en fragmentant le travail de conception et en réservant la vision globale de l'action à un groupe restreint. Chaque programmeur réalise une fraction de logiciel dont la finalité très souvent lui échappe. L'encadrement du travail des concepteurs par des logiciels spécialisés ouvre de nouvelles interrogations sur le mode de contrôle social. En effet, dans la mesure où l'informatique investit la "commande globale" des systèmes, un niveau supplémentaire de contrôle est susceptible d'être mis en œuvre : celui portant sur des représentations possibles du contrôle.



Le taylorisme spécifiait dans le moindre détail une organisation en la figeant. Avec l'informatique on remonte aux principes de l'organisation. Les enjeux de pouvoir portent alors sur le choix et la délimitation d'un espace de représentation capable de reproduire cette organisation et sur la mise au point des procédés susceptibles d'en maintenir les actualisations à l'intérieur de cet espace. L'encadrement du travail intellectuel devient alors l'enjeu crucial, et pas seulement la sélection des types de logiciels susceptibles d'être développés par l'industrie informatique. Il est à craindre que les ordinateurs soient utilisés à canaliser l'imaginaire et à bloquer l'émergence des modes d'organisations tendant à réduire la distance entre exécutants et décideurs, citoyens et technocrates. N'oublions pas que l'ordinateur travaille directement sur le sens : un programme est une machine sémantique virtuelle qui est activée par l'ordinateur.

Un anti-manuel scolaire

La poursuite du progrès technologique devrait-il s'accompagner inéluctablement d'une restriction des capacités d'action des citoyens ? Rien n'est moins sûr. Cette période d'incertitude et de refonte des subjectivités, marquée par la déliquescence des idéologies et l'ébranlement des anciens contrôles, ouvre de nouveaux espaces à la créativité. Les démocraties pourront les investir dans la mesure où elles sauront se saisir des technologies modernes pour promouvoir l'autonomie intellectuelle des individus et renforcer leurs facultés d'intervention dans les processus de structuration sociale. L'informatique ce n'est pas seulement une puissance de calcul et des capacités de représentation et de mémorisation, c'est aussi un extraordinaire instrument de partage des savoirs et un fabuleux outil de communication. Ni les banques de données, ni la disquette ne remplacent le livre, mais elles offrent d'autres modes d'accès et de relation à l'information. Les formes d'interactivité entre homme et logiciel sont encore frustes, mais elles s'améliorent rapidement. Elles pourraient être la source d'une révolution de la pédagogie parce qu'elles offrent le moyen de mélanger dynamiquement sons, écritures et images. Avec les hypertextes on peut à son gré voyager à l'intérieur d'un champ déterminé de connaissances. L'élève ou le consultant, au lieu de se trouver confronté à une structure linéaire et intangible à laquelle il doit s'adapter, ce qui est le cas du manuel, peut dans une certaine mesure inverser le processus et remodeler la présentation de cette connaissance pour l'adapter à ses besoins et à son propre savoir. C'est peut-être la voie ouverte vers une affirmation de l'autonomie du sujet apprenant. Il s'avère également que l'informatisation tend de plus en plus à relier tous les éléments d'une organisation non seulement selon une hiérarchie verticale, mais par des échanges horizontaux d'informations.

On peut alors communiquer entre commandes d'un même niveau ou sauter d'un niveau à l'autre. De plus, l'organisation tend à s'intégrer à des réseaux transnationaux de circulation de données. Cette architecture favorise l'accès à l'information et les régulations en temps direct.

Droit d'accès à l'information

Avec un simple terminal, il serait théoriquement possible d'atteindre une information n'importe où dans le monde. C'est le prix de l'information qui devient un obstacle majeur. Pour l'instant, seuls les pirates, les escrocs et les espions industriels profitent de ces facilités. Ce contexte de guerre industrielle justifie le développement du secret, la rétention de l'information de décision et la limitation du droit d'accès aux informations de commande. Avec l'informatique le citoyen se trouve en position de faiblesse face aux grands appareils privés et étatiques. En France, une loi règle le contenu et l'accès aux fichiers nominatifs pour protéger les individus. On pourrait peut-être inverser la perspective et légiférer sur les types d'informations détenues par les grands appareils auxquels le citoyen aurait droit d'accès. L'informatique a introduit une grande souplesse dans la commande des processus. Elle pourrait être utilisée à promouvoir la participation de chacun au guidage de la structure sociale. La mécanisation du traitement de l'information recèle un potentiel d'élaboration décentralisée des décisions capable de former contrepoids aux tendances à la concentration du pouvoir. Si nous voulons conserver et élargir la démocratie, il nous faut sélectionner et encourager les technologies et les procédés qui concourent à ces buts.

Cependant, rechercher des solutions techniquement appropriées aux exigences démocratiques n'est que secondairement un problème d'ordre technologique ; c'est d'abord une question de volonté politique et d'imagination. Les grandes firmes dans lesquelles l'informatique a pris forme ne sont pas des parangons de démocratie et d'autres utilisations favorisant la participation des citoyens sont encore à inventer. Ce n'est pas un problème simple qui peut se résoudre par la seule théorie. L'informatisation n'est pas une science exacte, elle relève du tâtonnement et de l'empirisme. L'informaticien est chargé d'élaborer un compromis viable entre les moyens dont il dispose, le type d'action et les desiderata de la direction, ce qui implique des stratégies de pouvoir et la prise en compte des rapports de force avec les salariés. Cette première phase est primordiale puisqu'elle ajuste les vœux des commanditaires et les possibilités technologiques. Elle se concrétise par la rédaction d'un "cahier des charges" qui pourrait être subverti en le réorientant vers le point de vue des travailleurs et des citoyens..

L'informatique autorise aujourd'hui des démarches similaires qui partiraient non plus des intérêts de groupes restreints, mais d'une

exigence de démocratisation. En effet, une négociation bilatérale entre direction et salariés risque de maintenir le citoyen dans une identité limitée à son rôle de "travailleur" et de promouvoir l'alliance de l'égoïsme patronal et du corporatisme. Les "informations de décision" ne relèvent pas obligatoirement d'un traitement hiérarchisé et centralisé. Il serait possible de redéfinir les champs où se construisent et s'appliquent chacune des décisions, ainsi que de préciser l'articulation de ces champs. Par exem-

Deux idées concrètes

Si l'on retient l'idée d'explorer les potentiels démocratiques des technologies informationnelles, se pose alors la question de l'institutionnalisation de ces types de recherche qui se situent à la jonction du politique, du technique, du scientifique et du social. De nombreux obstacles sont alors à contourner. Une recherche où la pluridisciplinarité n'est guère de mise et encore moins la transdisciplinarité ; des enjeux de pouvoir qui mettent "l'objectivité" scientifique à rude épreuve, une dimension internationale imposée par la nature même de l'informatisation.

Pourtant les compétences existent : des réseaux plus ou moins informels de techniciens, chercheurs, syndicalistes, juristes... etc., composent d'ores et déjà une image fragmentée de ce que pourrait être une telle approche. Il manque les fonds et l'instrument d'une cristallisation. Je ferai donc deux suggestions pour mettre en œuvre ces recherches :

- La création d'une *Fondation informatique et démocratie* ayant pour missions de recueillir les fonds nécessaires. Une participation importante du public à ce financement en garantirait l'indépendance politique et scientifique et permettrait de s'affranchir du contrôle de l'Etat et des industries.

- Ensuite, un lieu d'échanges transnationaux, de coordination est indispensable. Ce pourrait être le rôle d'une *Fédération mondiale informatique et démocratie*. Bien entendu son fonctionnement devrait être pluraliste, international et ... démocratique.

ple en posant des questions simples telles que : qui crée l'information, où, comment, pour qui, pourquoi ? ... Il est surtout indispensable d'instaurer de nouvelles médiations pour étendre la participation des citoyens. D'autre part, une grande partie de ces "informations de décision" (comme la libre confrontation, le compromis – essence du politique –, les choix éthiques et affectifs ...), relève de procédés qui ne sont sans doute pas informatisables sans dévoiement et perte de leur originalité. Comme un homme qu'on lobotomise.

Dans cette optique, nous pourrions chercher à anticiper les potentialités sociales encore insoupçonnées des instruments de traitement de l'information, en les situant dans une perspective "méta-technique", partant du plus complexe (nos

...

vient de paraître

N° 95

NUMERO
SPECIAL

L'investissement formation

Investissement - formation, formation - investissement ..., tout le monde en parle, tout le monde s'y réfère. Mais qu'en est-il exactement ? Où et quand peut-on vraiment parler d'un investissement ? A quelles conditions ? Et quels sont les avantages et les risques apportés par ce

croisement actuel de la logique économique avec les pratiques éducatives ?

Ce numéro fait un premier point sur toutes ces questions qui concernent tout autant les formateurs que les managers et les responsables de ressources humaines.

BON DE COMMANDE ET D'ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse :

☐ **Commande** exemplaires du n° 95 (95 F, port en sus : 1 exemplaire 7 F, 2 ex. 10 F, 3 ex. 12 F)

☐ **Souhaite** recevoir le catalogue de la revue

☐ **Abonnement** pour l'année 1988 290 F
(N° 92 à 96 : « Education permanente et formation des adultes », « Que faire des nouveaux médias ? », « L'investissement formation », « L'éducation nationale forme ses formateurs »).

☐ **Abonnement** pour l'année 1989 310 F

☐ Règlement par chèque joint

☐ Règlement à réception de facture

Retourner à **ÉDUCATION PERMANENTE**

21, rue du faubourg Saint-Antoine 75550 Paris cedex 11 - Tél. 40 02 62 91

...
besoins, nos désirs) pour aller au plus simple (le technologique). Pourquoi ne penserions-nous pas le développement dans les termes d'une ingénierie sociale plutôt que technique, en mettant au premier plan l'approfondissement des mécanismes démocratiques, les droits et l'épanouissement des individus, de manière à soumettre la mise en forme des technologies à un pilotage démocratique du social. Il ne s'agirait donc pas de construire des utopies rigides, mais de veiller à ce que la libre expression et le jeu de la créativité ne se trouvent pas étouffés par les formalismes machiniques.

La construction de tels modèles demanderait la conjonction d'une réflexion sur les modes d'organisation socialement désirables avec un repérage des potentiels technologiques susceptibles de les mettre en œuvre. Une telle élaboration s'instrumenterait d'une collaboration transversale entre sociologues, économistes, juristes, philosophes, simples citoyens etc. et professionnels du traitement de l'information. C'est sans doute ainsi que pourront s'ébaucher des formalisations réalistes susceptibles d'adapter les possibilités informationnelles aux principes démocratiques.

TERMINAL VOUS INVITE SUR ALTER !

Le Centre d'information et d'initiative sur l'informatisation qui publie *TERMINAL* participe à l'expérience d'*ALTER*, un service minitel de *passions et solidarités* où individus, associations et mouvement peuvent se parler, s'entr'informer, prendre les sentiers parallèles de la communication. Un espace spécifique sera donc désormais à la disposition de nos lecteurs.

Informez-vous

Informez-vous !

Faites le **36-15 ALTER* CIII**, puis au choix :

CIII : Qu'est-ce que le CIII ?

RIC : Calendrier des débats *Recherche, informatique, culture et société*.

TER : La revue *TERMINAL* :

- ① présentation de la revue, des n° spéciaux et n° précédents, abonnements.
- ② Sommaire du dernier numéro.
- ③ Courrier des lecteurs, n'hésitez pas à nous faire part de vos idées, remarques et réflexions.